ASSEMBLÉE NATIONALE

15 janvier 2016

RÉPUBLIQUE NUMÉRIQUE - (N° 3399)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 472

présenté par
M. Hammadi

ARTICLE 21

À l'alinéa 22, substituer au montant :

« 15 000 € »

les mots :

« une somme équivalant à 4 % de son chiffre d'affaires ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Règlement européen relatif à la protection des données personnelles récemment adopté prévoit que les amendes pour violation de ses dispositions peuvent aller jusqu'à 20 000 000 euros ou à un montant équivalent à 4 % du chiffre d'affaires de la personne morale.

Cet amendement vise donc à mettre cette disposition en conformité avec le Règlement évoqué, en augmentant les amendes afin de les rendre réellement dissuasives pour les acteurs potentiellement soumis à celles-ci.